

CONDITIONS
D'ABONNEMENT AU "MÉTIS."

Le prix pour un an est de dix
chélin sig. ou deux piastres
et demie, cours du Canada;
on devra payer cette somme
de suite en souscrivant son
abonnement.

Les bureaux du Métis sont
situés dans la maison
en face de la demeure de
M. Narcisse Marion, à St.
Boniface.

LE MÉTIS

DIEU ET MON DROIT.

TARIF D'ABONNEMENTS.

Première insertion, 12 cts. la
ligne; et 8 cts. par ligne
pour chaque insertion sub-
séquentie.
Nulle annonce ne comptera
pour moins de six lignes.
Paiement exigé d'avance
quant l'annonce est pour
moins d'un mois.
ANNONCES À L'ANNÉE.
Pour une colonne.....\$100 00
" demi "..... 60 00
" un qrt. de colonne 40 00

LE MÉTIS, JEUDI 6 JUILLET, 1871.

FEUILLETON DU "MÉTIS."

JOURNAL D'UN SOLITAIRE.

PREMIER FRAGMENT.

10 Octobre 18...

Fragment de l'histoire du Solitaire.—
—La Création.—La chute de l'homme, ses consé-
quences.—Le Déluge.—Le Peuple de Dieu.—La
Loi donnée.—Etat du monde.—L'éducation de
maître le Doux.—Ses sentiments.

Dieu fit alliance avec Abraham; de son
fils Isaac, de cet enfant de la vieillesse de
Sara, sortit cette nation célèbre subsis-
tant encore, que Dieu choisit pour son peuple,
qu'il conduisit par des miracles répétés vers
cette terre promise où de si grandes choses
devaient s'accomplir, où le salut du genre
humain s'opérerait.

Si les fils de Jacob n'observent pas la loi,
au moins la tradition est conservée parmi eux;
s'ils élèvent des autels aux Dieux étrangers,
s'ils se livrent à la corruption et au dérègle-
ment, au moins ils n'ont pas perdu la foi au
Dieu d'Abraham.

Après la dure servitude d'Égypte, après
tant d'épreuves et de miracles, après tant de
calamités, le jour est enfin arrivé où Dieu,
du haut du Sinai, donnera à Moïse, chef de
son peuple, les tables de la loi.

— Vous croyez peut-être, Monsieur Hervé,
m'apprendre du nouveau. Je suis tout cela,
et depuis longtemps. J'avais de bons pa-
rents; ma mère, je puis bien l'affirmer, était
une digne femme, quoique peu riche, mais
la richesse ne fait pas l'honnêteté. Quand
nous commençons à comprendre, cette bon-
ne mère nous prenait sur ses genoux, et tout
en peignant nos cheveux qu'elle laissait longs
et bouclés sur nos épaules, elle nous faisait
dire nos prières, le *Notre-Père*, *Je vous salue,*
Maria; puis, le soir à la veillée, après s'être
acquittée de tous les travaux, quand les jour-
naux étaient partis, elle prenait un livre et
nous lisait l'histoire si belle du peuple de
Dieu; nous écoutions mes sœurs et moi avec
une grande attention, je me souviens de tout
cela; puis on faisait la prière, c'était la
mère qui la disait. Que de fois je me suis
endormi en pensant à Isaac, à Jacob, à Moïse
sauvés des eaux!... Notre bonne mère! elle
nous envoyait à l'école, elle venait le diman-
che à l'église tenant mes sœurs par la main
je marchais en avant, mangeant une pomme
ou un bon croûton. Le samedi elle nous
faisait, le soir, reciter notre leçon de cate-
chisme et l'évangile du lendemain. Après
vêpres, bien souvent la digne femme nous
menait visiter quelque pauvre malade ou
infirmes du voisinage. J'avais au bras un
petit panier couvert, elle y déposait ce qu'elle
savait être utile à ce malade, des œufs de
nos poules, du lait, du pain blanc, quelque
morceau de linge; oh! comme mes sœurs
et moi étions contents d'entendre heur le
nom de notre bonne mère. Souvent, au son-
ner, un pauvre était assis au foyer, s'y ré-
chauffait, mangeait une bonne soupe; puis
le père le menait à l'étable où il dormait
chaudement, et le lendemain il partait avec
un bon morceau de pain. Au temps de la
moisson, les vieilles femmes et les enfants
étaient admis aux champs, et les épis échap-
pés des gerbes formaient entre les mains des
glaneurs et des glaneuses d'autres petites
gerbes. A l'école, le pain qu'on nous avait
rompu trop abondamment pour nous, nourrissait
ceux de nos compagnons qui en manquaient.

Cette maison de mon père, croyez-le, Mon-
sieur Hervé, ne s'appauvissait pas par l'au-
mône. L'ordure régnait partout, les serviteurs
étaient choisis avec soin, pas un seul mot
inconvenant n'était prononcé à cette table; et
si la calomnie ou même la médisance s'y
produisait, comme elle était réprimée
d'un mot!... Qu'un domestique s'écartât de
son devoir, repris, avec douceur d'abord, puis
avec sévérité, il sentait que sa place n'était
pas là, et de lui-même il s'éloignait.

Dieu a béni notre famille: mon père et
ma mère sont descendus au tombeau, en
pressant le crucifix sur leurs lèvres, chargés
d'années l'un et l'autre, nous bénissant nous
et nos enfants et nous laissant plus de biens
qu'ils n'en avaient reçu de leurs parents.

Mes sœurs sont mariées honnêtement et
richement, elles prospèrent et sont l'exemple
de leur village. Quant à moi, ma mère ma
choisi dans le temps une femme digne d'elle,
mes nombreux enfants grandissent et m'ai-
dent. Je cultive avec leur aide cette ferme
dont j'ai accru les limites, je ne dois rien à
personne, j'ai acquis un petit bien sur lequel
je me retirerai à la fin de mes jours, la dot
de mes deux filles aînées est prête. Je tâche
de servir Dieu, de montrer sa loi à ma famille,
et, si je vous ai paru douter, c'est que je
voulais, pardonnez-moi, Monsieur, vous l'iter
et savais à quel voisin j'avais affaire.

— A un voisin qui vivra bien avec vous,
maître Le Doux, qui vous demandera de
causer avec vous de fois à autres, qui sera
toujours disposé à vous rendre service s'il
le peut.

Nous nous sommes levés, Le Doux a repris
son fouet, moi mon fusil; j'ai donné une
bonne poignée de main à ce brave homme,
et avec plus de plaisir qu'à bien des gens de
ma connaissance.

(A continuer.)

Legislature de Manitoba.

REVUE DE LA SESSION.

Séance du 11 Avril 1871.

L'hon. M. BOYD propose la seconde lec-
ture de son bill relatif aux grands chemins,
et en commente les principales clauses. Ce
bill divise les chemins existants en deux
catégories: grands chemins et chemins
publics.

Les grands chemins appartiendront au
gouvernement qui devra les réparer et les
entretenir. Les chemins publics seront à
la charge des localités.

Sont considérés comme grands chemins:
le chemin à l'Ouest de la Rivière-Rouge
depuis Winnipeg jusqu'à Pembina; 2e le
chemin du côté Nord de la Rivière Assin-
iboine depuis Fort Garry jusqu'aux confins
Ouest de la Province; et 3e le chemin de Fort
Garry au Lac des Bois, par la Pointe de
Chénés. Tous les autres chemins seront
reputés chemins publics.

La Chambre se forme en comité général,
M. Norquay au fauteuil.

M. DUBUC propose en amendement à la
1ère clause que le chemin qui va de la Baie
St. Paul, au Lac Manitoba, soit aussi con-
sidéré comme grand chemin. Il explique
qu'il y a au Lac Manitoba un établissement
considérable. Ces gens-là ont droit comme
le reste du pays, d'être reliés, directement
avec centre de la Province par un grand
chemin. Pourquoi les laisser, seuls dans
toute la Province, privés de cet avantage?
Ne vaudrait-il pas mieux les mettre im-
médiatement sur le même pied que les autres
parties du pays?

L'hon. M. CLARKE dit que les trois grands
chemins mentionnés dans le bill ont été
arpentés et que le gouvernement ne pourrait
pas se rendre responsable des réparations et
de l'entretien d'un chemin qui n'aurait pas
été arpenté. D'ailleurs, ces chemins étaient
les grandes artères dont l'émigration et le
commerce auraient besoin.

Quand le chemin auquel s'intéressait le
membre de la Baie St. Paul aurait été
arpenté, le gouvernement serait prêt à le
considérer comme grand chemin.

M. DUBUC réplique que le Lac Manitoba
offre autant d'intérêt au commerce et à
l'émigration que n'importe quelle partie du
pays. Quant à l'arpentage, il est douteux
que les chemins mentionnés dans le bill
auraient été arpentés dans toute leur étendue.
L'amendement est perdu, et la clause
passe.

Il a été constaté ensuite que le chemin de
Fort Garry à la Pointe de Chénés n'a pas
été arpenté du tout, et que les autres ne
l'ont été qu'en partie.

La troisième clause pourvoit à ce que les
personnes expropriées pour l'ouverture d'un
nouveau grand chemin, soient indemnisées
par le gouvernement; et le montant de l'in-
dennité devra être constaté par deux com-
missaires nommés par le Gouverneur en
Conseil.

M. HAY propose en amendement que des
deux commissaires chargés d'évaluer les
dommages, l'un soit nommé par le gouver-
nement et l'autre par le propriétaire de la
terre expropriée.

L'hon. M. BOYD dit que le gouvernement
n'a pas d'objection à l'amendement.

Le Dr. BIRD demande ce qui sera fait
quand les deux commissaires ne pourront
pas s'accorder.

M. ROYAL dit que dans ce cas les deux
commissaires nommeront un arbitre qui
décidera la question.

L'hon. M. GIRARD prétend qu'il vaut
mieux laisser la clause telle qu'elle est. Il ne
voit pas la nécessité de laisser la nomination
d'un des commissaires au propriétaire sur la
terre duquel passe le chemin. On doit tou-
jours supposer que le Gouverneur en Conseil
agira avec justice. Quant à un troisième
arbitre, le Gouverneur en Conseil est cer-
tainement l'arbitre le plus honnête et le
plus équitable que l'on puisse trouver.

Plusieurs membres font remarquer à l'hon.
Ministre que dans tous les cas d'arbitrage,
c'est un des principes les plus élémentaires
de laisser la nomination des arbitres aux
deux parties intéressées, et non pas à une
seule.

L'hon. M. CLARKE dit qu'il admet avec
son hon. Collègue que le Gouverneur et son
Conseil sont les gens les plus honnêtes du
monde. (Rires.) Mais l'opposition pourrait
bien monter au pouvoir; et il fallait pour-
voir à cette éventualité.

L'amendement de M. Hay est accepté et
la clause passe.

La clause 12 pourvoit à l'expropriation
pour les chemins publics. Les frais de telle
expropriation seront répartis sur tous les
contribuables du comté, et seront prélevés
d'après le mode établi par le bill relatif aux
cotisations de comté.

La clause 14 fixe la largeur des chemins à
66 pieds.

M. McTAVISH fait remarquer que les
chemins actuels sont de 132 pieds et demie
et propose que la même largeur soit main-
tenue.

L'hon. M. CLARKE croit qu'il suffit de 66
pieds pour les chemins publics, et que
comme les chemins sont à la charge des
localités, il ne faut pas leur imposer des
dépenses trop considérables.

Une discussion très animée s'élève,
à laquelle prennent part le Procureur Général,
MM. Royal et McTavish, Hay, Bunn.

Le comité se lève, rapporte progrès et
obtient permission de siéger de nouveau.

12 Avril, 1871.

Le bill sur les grands chemins est repris
en considération et passe.

Le bill de M. Dubuc relatif à la circulation
sur les grands chemins subit sa seconde lec-
ture et est référé au comité des amende-
ments aux lois.

M. BURN propose la seconde lecture de
son bill pour empêcher les dépôts de fumier
sur le bord des rivières.

L'hon. M. CLARKE dit que l'objet de ce
bill est de protéger la santé publique. Le
fumier déposé sur le bord des rivières in-
fecte l'eau que tout le monde boit, et la rend
détériorée. Dans d'autres pays, le fumier est
recherché avec soin, ici, on le jette à la
rivière pour s'en débarrasser, ce qui prouve
la fertilité du sol.

La Chambre se forme en comité général,
M. Dubuc au fauteuil.

La seconde clause porte que l'infraction à
cette loi sera punie de l'emprisonnement
avec travaux forcés.

M. HAY propose en amendement que les
mots "travaux forcés" soient retranchés.

L'hon. M. CLARKE parle contre l'amende-
ment.

L'hon. M. GIRARD propose en amende-
ment à l'amendement que ces mots "travaux
forcés" soient rayés, en ce qu'il n'est pas
dans les attributs de cette Chambre de
statuer sur ce qui a trait au droit criminel.

L'hon. M. CLARKE dit que l'amendement
est d'une nature sérieuse, en ce qu'il est
proposé non seulement de rayez les mots
"travaux forcés," mais de les rayez parce
que cette Chambre n'a pas le droit de décréter
cette punition. La sous-section 15 de la
42ème clause de l'Acte de l'Amérique Bri-
tannique du Nord donne le droit d'imposer
une amende ou l'emprisonnement. Ce droit
d'ailleurs est exercé par les corporations de
toutes les grandes villes du Canada; cette
législature ne doit pas se trouver investie
d'un pouvoir inférieur à celui des corpora-
tions.

L'hon. M. GIRARD réplique longuement
et prétend que cette Chambre ne peut infliger
aucune punition corporelle.

Quelques membres font remarquer que
l'emprisonnement est une punition corpo-
relle, et que la Chambre a certainement
droit de l'imposer.

Une discussion longue et animée s'élève
entre l'hon. M. Girard et l'hon. M. Clarke;
le premier prétendant que la Chambre ne
pouvait statuer sur cette question, et le
second soutenant le contraire.

Les amendements de M. Hay et de l'hon. M.
Girard furent rejetés, et la clause originale
fut adoptée.

L'hon. M. GIRARD souleva une autre ques-
tion, de droit constitutionnel. Il prétendit
que le principe du bill lui-même, était du
ressort exclusif du Parlement fédéral et que
le Parlement local n'avait aucun droit de
statuer sur la santé publique.

Une nouvelle discussion très-vive s'en-
gagait entre les deux hon. ministres.

L'hon. M. CLARKE dit que, comme Pro-
cureur général, c'est lui qui est chargé de pro-
noncer sur les questions de droit constitu-
tionnel, et qu'il prend sur lui de déclarer, sous
sa responsabilité ministérielle, que la
Chambre a le droit de statuer sur cette
question.

L'hon. M. GIRARD dit que l'opinion du
Procureur Général est très-respectable, sans
doute, mais elle ne peut pas faire loi. L'hon.
Procureur Général parle de prendre la res-
ponsabilité de son avancé; mais il doit savoir
qu'il parle à des hommes qui savent par-
faitement ce qu'ils ont à faire. Le parlement
est la plus haute Cour de la Province. Nous
sommes à faire des lois, et nous ne nous
sentons liés par l'opinion de qui que ce soit.

L'hon. M. CLARKE réplique que comme
officier de la Couronne il prend cette res-
ponsabilité, et ajoute que l'opinion exprimée
par son hon. collègue est fautive dans son
principe, et qu'elle tend tout simplement à
demander à la Chambre de se rendre
absurde.

A la séance du soir, une discussion s'élève
sur ce qui devait être considéré comme bord
d'une rivière, à laquelle prirent part l'hon.
M. Clarke, MM. Hay, Bunn, Royal.

La clause portait qu'un espace de 100
pieds de chaque côté de la rivière serait
considéré comme bord d'une rivière.

M. ROYAL propose en amendement de
fixer pour les fins de cet acte comme bord
d'une rivière une espace de 50 pieds de
chaque côté de la rivière à partir du niveau
de l'eau haute ordinaire, ou au moins de 50
pieds, en arrière de toute maison, grange ou
autre bâtisse. L'hon. membre fit remarquer
que plusieurs des clauses de l'acte ne pour-
raient pas être mises en opération, et qu'il
faudrait les amender ou les retrancher à la
prochaine session.

Le bill fut adopté.

Au Conseil Législatif, les mots "travaux
forcés," furent retranchés du bill.

13 Avril, 1871.

Bill des maîtres et serviteurs.

La Chambre se forme en comité général,
l'hon. M. Howard au fauteuil.

L'hon. M. CLARKE explique le bill. Il
s'agit de protéger les maîtres et serviteurs et

de forcer les uns et les autres à remplir leurs engagements respectifs.

Chaque clause du bill est discutée, et plusieurs amendements sont proposés, mais la plupart sont perdus.

M. NORQUAY dit que le bill lui semble ne favoriser et protéger que le maître, sans aucune garantie de protection pour le serviteur.

Il propose un amendement tendant à sauvegarder les droits des serviteurs.

L'hon. M. CLARKE introduit lui-même une nouvelle clause à cet effet, mais encore plus favorable aux serviteurs.

M. NORQUAY obtient la permission de retirer son amendement.

Le bill est adopté.

Vente de propriété foncière sur exécution.

La Chambre se forme en comité général.

M. Bunn au fauteuil.

La 1ère clause porte qu'un créancier qui aura obtenu un jugement contre son débiteur et l'aura fait enregistrer, pourra au bout d'un an de tel enregistrement, faire vendre les propriétés immobilières du dit débiteur.

M. DUBUC propose un amendement de rendre obligatoire la discussion des meubles avant celle des immeubles. D'après cette clause, un homme qui convoquerait la propriété de son débiteur pourrait la faire vendre pour une dette de \$20. Dans les autres pays, on ne procède sur les immeubles qu'après avoir saisi et vendu les meubles.

L'hon. M. CLARKE s'oppose fortement à l'amendement, et prétend que les débiteurs devront faire diligence, et ne pas laisser vendre leurs terres.

L'amendement est perdu sur division, et la 2e clause passe.

M. DUBUC propose un amendement à l'effet de permettre d'arrêter une vente du sheriff sur production d'une opposition assermentée, et d'un ordre du juge.

L'hon. M. CLARKE s'oppose à l'amendement, tout en admettant l'urgence du principe qu'il consacre. Il ne voit pas la nécessité de l'inclure dans le bill, parce que le droit commun y pourvoit.

M. DUBUC remarque que si on veut s'en rapporter au droit commun, il n'est guère nécessaire de faire des lois. Le droit commun, basé sur la justice, offre des redressements pour tous les griefs. Dans ce cas-là, le bill lui-même n'a pas sa raison d'être. Sans même qu'il ait un statut spécial à cet effet, le créancier a un droit sur les biens de son débiteur et peut les faire vendre. Si on fait une loi pour régler les ventes sur exécution, pourquoi ne pas régler aussi comment ces ventes pourront être arrêtées ou suspendues.

L'amendement est perdu sur division. Plusieurs autres amendements sont proposés et perdus.

Le bill est adopté.

A Continuer.



ST. BONIFACE.

JEUDI 6 JUILLET, 1871.

La Loi des Ecoles.

Par suite de certains changements apportés dans la délimitation des arrondissements scolaires, l'assemblée publique, qui devait avoir lieu dans chaque paroisse, ou district électoral le 11 juillet courant, est remise au mardi suivant 18 juillet.

Ces changements auront pour effet de faire de toute la paroisse de St. François-Xavier Est et Ouest un seul arrondissement scolaire; de même pour St. Boniface Est et Ouest; de même pour St. Norbert Nord et Sud. Dans Ste. Agathe, il y aura deux arrondissements scolaires, l'un qui comprendra la partie située entre la limite sud de St. Norbert Sud jusqu'à la Grande Pointe, et l'autre depuis la Grande Pointe jusqu'à la frontière de Pembina.

La raison de ces changements est facile à comprendre. Partout ailleurs, les arrondissements scolaires sont les mêmes que les districts électoraux.

L'assemblée publique, qui devait avoir lieu telle qu'annoncée par affiches et par ce journal, aura deux choses à faire, la première de choisir trois des citoyens de l'endroit pour être commissaires d'école, la seconde de déterminer par quel moyen sera soutenue l'école ou les écoles de l'arrondissement. La loi dit que nulle école n'aura le droit de

retirer plus de trois fois la somme qui sera fournie par les habitants pour le soutien de leur école. S'il est besoin de bâtir de nouvelles maisons d'école, les frais seront portés entièrement par les intéressés.

Aussitôt après l'élection des commissaires, le secrétaire de l'assemblée devra transmettre au surintendant, l'hon. M. Royal, à St. Boniface, les noms de ces Commissaires qui recevront chacun des copies de la loi afin de connaître l'étendue de leurs devoirs.

Comme nous l'avons déjà dit, on ne saurait trop se pénétrer de l'importance de cette assemblée, car il s'agit pour tous de l'éducation de leurs enfants. La loi passée par le parlement de Manitoba à ce sujet renferme des dispositions très-sages et très libérales; de fait, elle met entre les mains de chaque père de famille le pouvoir de faire instruire ses enfants et elle donne à chaque paroisse les moyens de se donner une bonne école.

Nous engageons nos lecteurs à bien réfléchir sur cette grave question, et nous espérons que parlant on fera choix pour Commissaires d'école d'hommes amis de l'éducation et désireux d'en augmenter les facilités le plus possible.

Les honorables MM. Girard et Joseph Royal sont partis pour le Canada par le vapeur *International*, mercredi dernier; tous deux sont appelés par leurs affaires, on même temps que pour affaires publiques. Leur absence sera de courte durée, nous l'espérons. Bon voyage à ces Messieurs!

Le steamboat a traversé la Rivière-Rouge et est venu accoster sur la rive de St. Boniface pour prendre les deux passagers. Un certain nombre de personnes s'étaient rendues sur la côte pour leur serrer la main. Les élèves du collège, avec la bande, sont allés les reconduire jusqu'au lieu de l'embarquement et ont salué leur départ de plusieurs morceaux de musique. Mgr. Tache est monté à bord du bateau et les a accompagnés jusqu'à St. Norbert.

Pendant l'absence de l'hon. M. Royal, M. J. Dubuc reste chargé de la direction et de la rédaction du *Métis*; c'est à lui seul ou à son agent que devront être payés tous les comptes d'abonnement et d'annonces.

Du grand nombre d'émigrés arrivés, les uns sont rendus dans les environs du Portage de la Prairie; les autres sont partis pour aller s'établir en dehors de la province; quelques-uns se dirigent vers la Saskatchewan; un certain nombre ont repris le chemin du Canada. Un parti de 40 ou 50 sont allés se fixer à la rivière aux Islets de Bois, sur la réserve des métis de St. Charles, et semblent décidés à y rester, malgré l'annonce de cette réserve, la lettre du Lieutenant-Gouverneur, et la notification de partir qui leur a été faite.

Lorsque les métis ont été les avertis, il y en avait une centaine. Tous les gens honnêtes, amis de la justice et respectant le droit de propriété sont partis immédiatement. Les 40 ou 50 autres ont déclaré qu'ils resteraient. Les métis, qui veulent employer tous les moyens constitutionnels pour conserver leurs droits, ont fait des démarches auprès du Lieutenant-Gouverneur pour obtenir le déguerpissement de ceux qui empiètent ainsi sur leurs terres. Nous ne savons comment la chose tournera.

Tout le monde soupire après les arpenteurs; les métis pour avoir leurs réserves; les émigrés pour savoir définitivement où se fixer, sans lésier personne. Curieuse coïncidence: un an avant le transfert, les arpenteurs avaient commencé à arpenter et le peuple ne voulait pas les laisser faire. Aujourd'hui, le transfert est effectué depuis un an, et le peuple demande à grands cris les arpenteurs qui n'arrivent pas. C'est le cas de dire qu'ils sont venus trop tôt... et trop tard.

Le jour de la Puissance.

Le 1er juillet a été célébré à Winnipeg avec élan et enthousiasme. La voix du canon de Fort Garry réveillait, de grand matin, la population environnante par une

salve de réjouissance. Dans l'après-midi, une foule immense et en vaine de gaieté était réunie, à quelques arpents dans la prairie, entre Fort Garry et Winnipeg. Le Lieutenant-Gouverneur y assistait. Des estrades avaient été élevées pour la circonstance.

Il y eut courses de chevaux, courses à pied, course de sauvagesses, course au cochon, ascension de cadit graisse, course en sac, course les yeux bandés, etc., etc.

La première course de chevaux, 2 en 3, a été gagnée par le cheval de M. Elzar de La Gimodière.

Le soir, il y avait illumination à Fort Garry, à Winnipeg, et à St. Boniface. L'évêché offrait particulièrement un intéressant coup d'œil.

Dans la soirée, le *Selkirk* fit un voyage de plaisir dans le bas de la rivière, avec un grand nombre d'excursionnistes.

Le tout fut couronné par une superbe procession au flambeau de Fort Garry à Winnipeg.

Le 4 Juillet.

Les américains de Winnipeg s'étaient joints aux canadiens pour chômer la fête de la Puissance; en retour, toute la population de Manitoba s'est réunie de grand cœur aux citoyens des Etats-Unis pour célébrer la fête de l'Indépendance américaine. L'*Union Jack* et le pavillon étoilé flottaient sur un grand nombre d'édifices. La journée qui était magnifique fut ouverte par une salve de 13 coups de canon. Dans l'après-midi, le Consul américain M. J. W. Taylor fit, en face du consulat, un discours rempli d'idées sages et salutaires. Il préconisa la bonne entente qui existait entre les populations des Etats-Unis et du Canada, et exprima l'espoir que cette harmonie subsisterait longtemps pour l'intérêt et la prospérité des contrées de l'Ouest auxquelles il réferra particulièrement. Le soir, M. McTavish, avait mis le vapeur de la Compagnie de la Baie d'Hudson, l'*International*, à la disposition du public pour une excursion au clair de la lune. Il y avait deux bandes à bord, la bande militaire, et celle des élèves du collège St. Boniface.

Ces fêtes publiques ont un bon résultat, en opérant un rapprochement entre les différentes parties de la populations. En s'amusant et en fraternisant, on oublie les petites dissensions passées.

Vacances.

La distribution des prix au Collège de St. Boniface aura lieu, mercredi le 19 juillet courant, à 7 heures du soir. Il y aura séance dramatique.

Les parents des élèves sont spécialement invités.

La vacance commencera aussitôt après la séance.

Nous avons à enregistrer une nouvelle vraiment déplorable. M. G. W. Hill, secrétaire privé du Lieutenant-Gouverneur a été trouvé mort hier matin, dans un champ, à environ un mille de la résidence de Son Excellence à Silver Heights. Selon toute apparence, il s'est suicidé. Il avait le crâne fracassé d'une balle, et tenait un revolver à la main. Le coup a dû être tiré dans le front. La veille au soir, il était au voyage de plaisir, à bord de l'*International* et semblait s'amuser très-bien. Il a laissé le vapeur vers minuit et demi, et s'est fait conduire à Silver Heights. D'après les nouvelles que nous avons, il serait entré dans sa chambre, aurait adressé quelques lettres et paquets, et serait ensuite sorti par la fenêtre. Tout le monde attribue cet acte à un dérangement momentané de ses facultés mentales. C'était un jeune homme doux, jovial, affable, et qui, pendant son séjour à Manitoba, avait conquis l'estime générale. Il appartenait à une famille très respectable de la Nouvelle-Ecosse, et avait été faire une partie de ses études, en Suisse et en France. Il est facile de comprendre la douleur qu'éprouveront ses parents, à la nouvelle de sa fin tragique.

Nouvelles du Canada.

La lutte électorale est engagée très activement dans la Province de Québec. Plusieurs candidats ont été élus par acclamation. C'est toujours un bon signe. Dans certains comtés, la contestation est extrêmement chaude. Il paraît que le parti conservateur aura une immense majorité. Sir George Cartier sera, selon toute probabilité élu par acclamation à Beauharnois. L'hon. M. Langevin, ministre des Travaux Publics, a Ottawa, a été élu par acclamation pour la Chambre locale. L'hon. ministre est attendu ici de jour en jour.

A Ontario la presse discute et déchiquète sur tous les tons, le traité de Washington. Quelques journaux nous font l'honneur de s'occuper beaucoup de Manitoba, avec une sollicitude, dont nous les dispenserions volontiers, vu leur ignorance des faits, et leur manie de fausser l'opinion publique, sur nos affaires, pour servir leurs intérêts de politique locale.

Nouvelles d'Europe.

On nous écrit de Rome: La *Gazetta d'Italia* du 1er mai parle d'un prétendu desenchantelement causé au Vatican par le langage qu'aurait tenu M. le Comte d'Harcourt au Saint Père et au Cardinal Antonelli. Nous croyons savoir de bonne source que tant le Souverain Pontife que son Secrétaire d'Etat ont été, au contraire, on ne peut plus satisfaits de leur entrevue avec l'Ambassadeur de France, qui de son côté a été enchanté de l'accueil qu'il a reçu au Vatican. Du reste, le ton des journaux italiennissimes, toutes les fois qu'ils parlent des rapports de la Fillesimone de l'Eglise avec le Saint-Siège, prouve surabondamment que jusqu'à présent ce n'est pas ce dernier qui aurait eu à se plaindre de ses relations avec la France. Le correspondant de la *Gazetta d'Italia* prétend savoir que le Comte d'Harcourt aurait proposé les bons offices de son gouvernement au Saint Père pour l'aider à se réconcilier avec l'Italie. Tenir un tel langage au Saint Père serait une démarche on ne peut plus audacieuse dont les Italiennissimes seuls sont capables. Si M. le Comte d'Harcourt avait ainsi parlé, pour quoi les feuilles officieuses du gouvernement de Florence témoignent-elles tant de mécontentement à l'occasion de chaque preuve d'intérêt que le Saint Père et le gouvernement de Versailles se donnent l'un à l'autre? Qui ne se souvient pas de la fureur de cette presse contre M. Thiers, parce qu'il avait fait comprendre à M. Visconti-Venosta qu'il serait plus sage de la part du gouvernement de Florence de ne pas accroître les embarras de la France, en opérant, le 30 juin prochain, le transfert de la Capitale. Et il n'y a que peu de jours encore, la *Libertà* écumait de rage en dénonçant à la fureur populaire le Cardinal Vénier qui, conformément au désir du Saint Père, ordonnait un triduum pour obtenir du Seigneur la pacification. Comment la *Gazetta d'Italia* peut-elle concilier ces nouvelles avec la manifestation publique et générale de la haine révolutionnaire en Italie contre la France? Si vraiment M. d'Harcourt avait proposé au Saint Père de se réconcilier avec l'Italie, il n'y aurait pas d'éloges que les journaux de la Secte ne lui eussent prodigués, à lui et à son gouvernement. Que le monde, par conséquent, se rassure! Jusqu'ici le gouvernement de Versailles n'a rien dit ni fait à Rome qui puisse lui aliéner les cœurs des catholiques et les hommages de tous les honnêtes gens. C'est plutôt le contraire qui a eu lieu, mais nous croyons en avoir dit assez pour ceux qui veulent nous comprendre.

Dans la séance du 4 mai, M. Lanza a annoncé au Parlement de Florence que la loi sur la suppression des Ordres religieux était toute prête et qu'il la soumettrait à la Chambre, le 1er juillet, dès que la Capitale et le Parlement seraient transférés à Rome. Certes, le gouvernement du Roi-Léon ne pourrait inaugurer son règne dans la nouvelle Capitale d'une manière plus logique et plus digne de sa politique.

FRANCE.

M. Thiers a adressé aux puissances une note sur l'état anormal de Rome, depuis son occupation par l'Italie.

"Cet état de choses", dit la note, jette le trouble dans les consciences catholiques, et est un grand attentat contre le droit et la paix de l'Europe. Le soutien du St. Siège est un devoir pour tous les gouvernements; et si la France ne peut la première envoyer ses enfants à la défense du Chef de la catholicité, au moins veut-elle être la première à élever la voix en sa faveur."

Ce document finit par la proposition d'un congrès où l'on discuterait la situation actuelle du St. Siège pour en venir ensuite à des déterminations plus sérieuses. Trois puissances y ont déjà donné leur adhésion.

On cite la Bavière, l'Autriche et la Belgique.

Le gouvernement de Versailles continue à maintenir la paix et l'ordre dans Paris et le reste de la France. Cependant les Communistes sont loin d'être anéantis. Ils plaident des proclamations incendiaires, déclarant qu'ils sont encore plus de 100,000, et qu'ils auront leur revanche.

Un nombre considérable d'absents revient à Paris 24,000 personnes, en ce moment y rentrent chaque jour.

Voici comment le *Messenger de Paris* classe les forces dont dispose la Commune.

Que peuvent contre l'Assemblée nationale l'armée de 120 à 150,000 hommes; les batailles que lui opposera la Commune?

D'abord ces bataillons, de quels éléments se composent-ils eux-mêmes? D'étrangers, rebut moral et politique de leur pays, qui ont été attirés ici par l'espoir de la rapine et par les grossières séductions de la vie d'aventure; de repris de justice, de malfaiteurs français, dont bon nombre en rupture de ban; de révolutionnaires de profession; de français exaltés égarés entraînés.

La première catégorie peut constituer un personnel de quinze à vingt mille hommes, sur les quels la force brutale pourra seule avoir de l'empire. Ces gens-là, si l'armée de Versailles est pour eux sans pitié, nous ne voyons pas ce qu'on pourra y redire, car de quel droit viennent-ils prendre part dans une guerre civile française, soit-disant motivée par des questions municipales.

La seconde catégorie des repris de justice doit comprendre dix à douze mille hommes qui ne sont pas plus intéressants, et dont la majeure partie sera peut-être moins déterminée que la majorité de la catégorie précédente.

Voilà donc trente mille hommes, disons mieux, trente mille coquins, qui font la base des forces que la Commune de Paris va opposer aux troupes de Versailles.

Nouvelles Diverses.

— Selon toute apparence, la récolte sera superbe. En bien des endroits le blé est épié et promet beaucoup.

— Le temps est frais et généralement beau, nous n'avons pas encore eu de chaleur pour incommoder.

— Les travaux pour construire une ligne de télégraphie du Fort Garry à Pembina doivent commencer bientôt. Cette ligne joindra celle de St. Paul qui viendra jusqu'à Pembina; et nous communiquerons alors tous les jours avec le Canada et le reste du monde. C'est une amélioration que nous attendons avec anxiété.

Acte pour établir un système d'instruction publique dans cette Province.

[Sanctionné le 3 Mai, 1871.]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Manitoba, décrète ce qui suit:

1. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer pas moins de dix ni plus de quatorze personnes pour constituer un Bureau d'Instruction Publique pour la Province de Manitoba; la moitié de ce nombre sera protestante, et l'autre moitié catholique.

2. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra nommer un des membres protestants du Bureau comme Surintendant des écoles protestantes, et un des membres catholiques comme Surintendant des écoles catholiques, et ces deux Surintendants seront les Secrétaires conjoints du Bureau.

3. Le Bureau se réunira pour la première fois à l'époque et à l'endroit fixés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, et s'organiserà en choisissant comme son Président l'un des membres du Bureau.

4. Le quorum de tel Bureau ne sera pas moins de sept.

5. Le Bureau fera des règlements pour ses réunions de temps à autre et ordonnera qu'il soit donné avis aux membres de telles réunions.

6. Les membres présents à une telle réunion pourront en l'absence du Président, se choisir un président temporaire, lequel présidera la réunion.

7. Il sera du devoir du Bureau:

— Premièrement, De faire de temps à autre tels règlements qu'il croira propres pour l'organisation générale des écoles communes ou élémentaires.

— Deuxièmement, De choisir les livres, cartes et globes à l'usage des écoles communes et élémentaires, tel choix devant se faire de livres, cartes et globes anglais pour les écoles anglaises, et de livres, cartes et globes français pour les écoles françaises; mais le pouvoir ici conféré ne s'étendra pas au choix de livres ayant trait à la religion et à la morale ainsi qu'il est réglé par une clause subséquente.

— Troisièmement, De changer et subdiviser, avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, aucun district scolaire établi par le présent acte.

8. Chaque section du Bureau pourra se réunir en aucun temps après l'organisation du Bureau-général, telle époque devant être indiquée au Secrétaire de la section par deux des membres de la section.

9. Chaque section se nommera un président à sa première assemblée, et le Surintendant de telle section remplira les devoirs de Secrétaire.

10. Chaque section aura sous son contrôle et administration la discipline des écoles de sa section.

11. Telle section fera des règlements pour l'examen et l'octroi des diplômes d'instituteur et le retrait de tel diplôme pour cause suffisante.

12. Elle prescrira les livres en usage dans les écoles de la section qui ont trait à la religion et à la morale.

13. Seront d'abord pris sur le crédit voté par la Législature pour les fins d'instruction publique élémentaire, les frais incidents du Bureau et des sections, et tel traitement n'excédant pas cent piastres que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra croire juste; la balance sera ensuite affectée à l'entretien des écoles élémentaires, la moitié aux écoles protestantes, l'autre moitié aux écoles catholiques.

14. Toute division électorale telle que délimitée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et amendée par aucune loi passée durant la présente session, sera d'abord considérée comme arrondissement ou district scolaire.

15. Les arrondissements suivants dont la population est principalement protestante, seront considérés comme arrondissement scolaires, protestants, savoir: les Nos. 2; 3; 4; 8; 10; 18; 19; 20; 21; 22; 23 et 24.

16. Les arrondissements suivants dont la population est principalement catholique, seront considérés comme arrondissement scolaires catholiques, savoir: les Nos. 1; 5; 6; 7; 9; 11; 12; 13; 14; 15; 16 et 17.

17. Il n'y aura pas, à moins d'approbation expresse de l'une ou l'autre section, plus d'une école par arrondissement scolaire, et aucune école ne retirera une subvention publique au delà du triple de ce que paie la population de l'arrondissement, ni à moins d'une moyenne d'assistance de quinze élèves à telle école.

18. Les fonds à la disposition de la section seront distribués aux écoles de sa juridiction suivant ce que jugeront de plus avantageux les membres de telle section pour l'avancement et le progrès de l'instruction publique sous le rapport de l'efficacité des écoles, le chiffre des élèves qui les fréquentent, la capacité et les services des instituteurs.

19. Dans les cas exceptionnels où la population d'un arrondissement scolaire ne pourra pas, au jugement des membres du Bureau de section, contribuer au soutien de son école, tels membres mettront cet arrondissement au rang des arrondissements scolaires pauvres, et lui accorderont telle subvention qu'ils croiront justifiée par les circonstances.

20. Le premier lundi de février de chaque année après la passation du présent acte, c'est-à-dire à commencer en 1872, il sera convoqué une assemblée des habitants âgés de vingt-et-un ans et au-dessus dans chaque arrondissement scolaire, par le surintendant de la section dont fait partie tel arrondissement, par avis public affiché par lui dans les places publiques de l'arrondissement.

21. Ces assemblées se feront cette année après la passation du présent acte au jour qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

22. Chaque assemblée choisira à la majorité trois de ses membres comme commissaires d'école de l'arrondissement.

23. Elle décidera également le mode d'après lequel seront prélevées les contributions pour le soutien de l'école, lequel mode pourra être ou la perception d'un taux fixe

par élève, ou une cotisation sur la propriété dans l'arrondissement, suivant ce que jugera l'assemblée.

24. Telle réunion ou toute autre convoquée par le surintendant de la section pourra décider à la majorité des voix la construction d'une maison d'école et voter à cet effet une somme d'argent laquelle sera, sur résolution de l'assemblée, prélevée par voie de cotisation.

25. Toute maison d'école construite sous l'opération du présent acte devra l'être d'après un plan et des dimensions approuvées par le Bureau d'Instruction Publique.

26. Les syndics pourront engager l'instituteur de leur école, mais ils ne pourront employer personne en cette capacité qui n'ait pas subi ses examens et reçu son diplôme du Bureau de telle section.

27. Lorsque le père ou le gardien d'un enfant sera protestant et domicilié dans un arrondissement scolaire catholique, ou catholique et domicilié dans un arrondissement scolaire protestant, il pourra envoyer tel enfant à l'école de l'arrondissement de l'autre section le plus voisin, et lorsqu'il paiera à l'école fréquentée par tel enfant une somme égale à celle qu'il aurait été tenu de payer, s'il avait appartenu à cet arrondissement, il sera exempté de payer l'école de l'arrondissement où il est domicilié.

MAGASIN

DE
Ferblanterie de Winnipeg.

JAMES H. ASHDOWN.

DESIRE informer le public en général qu'il vient de recevoir par le SELKIRK un assortiment de ferronnerie, et d'outils de menuisier, comprenant:

Compas de toutes sortes,

Varlopes,

Poignons,

Rabots,

Planes,

Trousquins,

Ciseaux,

Tarrières,

Villebroquins et

Meches,

Serrures de portes et de coffre, couteaux et fourchettes, couteaux de poche, ronds, pentures, clenches, loquets, vis de tous genres, etc., etc., etc.

Il a aussi en route et attend de jour en jour l'assortiment le plus considérable et le plus complet qui a jamais été importé dans ce pays de

Poêles de Cuisine,

Poêle de chambre et de Salon.

Son assortiment de ferblanc et de tôle etc., est comme d'habitude, très varié, et en donnant toute son attention et ses soins à bien servir tout le monde, il espère continuer de mériter la faveur du public qui lui a été accordée par le passé.

Prix modérés.

Loi des Ecoles.

AVIS PUBLIC est par le présent donné qu'il a plu à Son Excellence, le Lieutenant-Gouverneur, par un Ordre en Conseil en date du 17 juillet courant, révoquer celui du 22 juin dernier, et que les électeurs des différents districts électoraux, formés en arrondissement scolaire, se réuniront en

ASSEMBLÉE PUBLIQUE

MARDI, le 18 JUILLET courant.

Pour procéder à l'élection de trois d'entre eux comme Commissaires d'Ecole, et décider la manière d'après laquelle ils soutiendront l'école ou les écoles de leur arrondissement scolaire, suivant la 27ème clause de la loi.

Le résultat de l'élection devra aussitôt être transmis au sous-secrétaire, à St. Boniface, par le secrétaire de l'assemblée.

(Signé),

JOSEPH ROYAL,

Surintendant des Ecoles Catholiques de Manitoba.

A VENDRE.

UNE belle propriété située à St. Vital, au Nord-Est de la Rivière-Rouge, sur la pointe près de l'église, avec maison, grange, étable, le tout en bon ordre. S'adresser à

PROSPERE DUCHARME

St. Vital, 26 Juin, 1871.

St. Vital, j-n-o.

J. B. CAMPBELL.

M. D. M. C. P. S. Ont.

Ci-devant du 1er. Bat. d'Ontario.

Médecin, Chirurgien, etc.

S'adresser au magasin de MM. Wilson et Hyman, Winnipeg, marchands de vêtements confectionnés, chaussures, etc.

12 Juin, 1871.

Vins, Eaux-de-vie, Ale anglaise, Cigares.

M. O. MONCHAMP,

DE WINNIPEG,

ANNONCE à ses amis et au public en général qu'il vient de recevoir d'ANGLETERRE, un Assortiment considérable et de première qualité, de

Vins,

Liqueurs,

Champagne,

Cigares,

Fruits conservés,

Cidre,

Base Pale Ale,

Et d'autres effets dont la liste est trop longue pour être énumérée ici.

M. Monchamp met en vente tous ces articles; prix modérés.

Winnipeg, 19 Juin, 1871.

Nouvelles Marchandises

REÇUES PAR LE

Vapeur Selkirk.

J. G. SONDERMANN,

MARCHAND TAILLEUR,

DE

WINNIPEG, MANITOBA.

ANNONCE au public de la Rivière-Rouge qu'il a reçu par le dernier vapeur SELKIRK, un assortiment choisi de marchandises françaises, anglaises et américaines, à savoir:

Draps, noir double largeur, Doekins noirs, Casimires de fantaisie, Tweeds unis, Drill uni et de couleur, patrons de gilet de Marseilles et casimir, fournitures de travailleur.

Bonne coupe et bon marché garantis.

AGENT POUR LES

Fameuses machines à coudre de Singer.

RÉFÉRENCES:

Mmes. J. H. McTavish, Donaldson, R. L. Barber, Mrs. B. Tall.

Aiguilles, soie, coton, fil et huile pour machines à coudre.

Winnipeg, 19 Juin, 1871.

RESTAURANT CANADIEN.

(Voisin de GARRETT HOUSE)

WINNIPEG.

Kelly et Laplante

PROPRIÉTAIRES.

Repas choisis prêts à toute heure.

Logement pour ceux qui le désirent.

Prix modérés.

Winnipeg, 16 Juin, 1871.

KELLY et LAPLANTE,

Propriétaires.

Maison de Pension Privée.

TROIS ou quatre Messieurs pourront trouver une Pension privée de lre classe, avec chambre très confortable, en s'adressant à

MADAME PLAINVAL, Bureau du Poste, Winnipeg.

Prix très raisonnables.

14 Juin, 1871.

HÔTEL DAVIS,

WINNIPEG.

M. Davis a constamment en vente LES VINS ET LIQUEURS LES PLUS CHOISIS ET DE TOUTES SORTES qu'il débite à

MEILLEUR MARCHÉ

Que n'importe où dans Winnipeg.

N. B.—Son assortiment en magasin est considérable.

R. A. DAVIS,

Propriétaire.

23 Juin, 1871.

1871.

St. Paul

FORT GARRY.

Ligne de HILL GRIGGS et Cie.

Nous sommes prêts à transporter
des passagers et du fret de
St. Paul au Fort Garry.

Voyage fait entre six et sept
jours.

Les voyageurs ont droit à la quantité ordinaire de
bagage allouée sur les chemins de fer et les bateaux à
vapeur. Tout bagage excédant 50 lbs. de pesanteur
devra payer sur les diligences (stages.)

Tarif de St. Paul au Fort Garry.

Première classe.....\$28.50
Seconde classe.....25.00 En argent américain.
Fret par 100 lbs..... 8.00

Enfant entre les âges de quatre à douze ans, moitié
prix.

Billets en vente à tous les bureaux principaux de
chemins de fer et de bateaux à vapeur.

HILL GRIGGS et Cie.

10 Juin, 1871.



LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR sera au Fort
Garry les MARDIS et VENDREDIS depuis 11
heures A. M. jusqu'à 4 heures P. M., pour donner
audience aux personnes qui ont quelque affaire à
traiter avec Son Excellence.

GEORGE W. HILL,
Secrétaire Privé.

Mai, 1871.



HOTEL DU GOUVERNEMENT.

Fort Garry, 8 Mai, 1871.

IL a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur
faire les nominations suivantes :

Pour être membres additionnels du Bureau de
Santé pour la Province de Manitoba,

L'Hon. FRANCIS OGLETREE.

JOHN NORQUAY, ETC.

Par Ordre,

THOS. HOWARD.

Secrétaire Provincial.

DEMANDE DE TRAVERSIER.

Bureau du Ministre des Travaux
Publics.

12 Mai, 1871.

LES soumissions seront reçues de toutes personnes
qui désireront tenir la traversée de St. Norbert.

Les conditions seront connues en s'adressant au
Bureau du Ministre des Travaux Publics.

(Signé.)

A. BOYD.

Ministre des Travaux Publics.

1871.

PAIN! PAIN! PAIN! SAMUEL FOWLER, WINNIPEG.

JE désire informer les citoyens de Winnipeg et des
environs que j'ai ouvert une boulangerie dans la
balisse McDermot, en arrière du BUREAU DES TRAVAUX
PUBLICS, et je suis prêt à fournir du pain de première
qualité.

Le pain sera livré régulièrement dans toutes les
parties de la ville à tous ceux qui enverront leurs
ordres, au prix de quatre sous par pain de deux livres.
Je pourrai aussi confectionner toutes sortes de
gâteaux et biscuits.

JOHN BAGGETT.

CARROSSERIE DE WINNIPEG.

THOMAS LUSTED.

CHAROSSES, buggies, sleighs et cutters fabriqués à
l'atelier ci-dessus.

Toutes commandes exécutées promptement. Ré-
parations faites avec soin.

L'Atelier de M. Lusted se trouve en arrière du
moulin à vapeur de M. A. McDermot, à Winnipeg.
Winnipeg, 27 Mai, 1871.

ORGE A VENDRE.

S'ADRESSER

Au moulin à Vapeur de ROBERT TAIT.

12 Juin, 1871.

WM. CHAMBERS.

ARMURIER,

VILLE DE WINNIPEG.

ARMES A FEU A VENDRE.

Réparations de toute sorte exécutées sous le plus
court délai et à des prix raisonnables.

Winnipeg, 27 Mai, 1871.

G. H. KELLOND,

MENUISIER CHARPENTIER ET
MEUBLIER,

SE charge d'exécuter avec promptitude et à la
satisfaction des pratiques toutes les commandes
qui lui seront confiées.

Ses ateliers sont situés vis-à-vis le bureau du
MANITOBA, à Winnipeg.
Winnipeg, 27 Mai, 1871.

WILSON ET HYMAN.

ONT reçu les marchandises suivantes, sur lesquelles
il attire respectueusement l'attention du
public :

Gantres cousues et crampées,
Pantoufles, slippers simples et de goût,
Chemises fines blanches, simples et à garnitures,
Habit de printemps et d'été,
Chapeaux — Casquettes — Cirage,
Chaussures, bottes, parapluies,
Mouchoirs blancs et de couleur,
Cuir à semelle, cuir de couleur,
Cuir à ceinture, à harnois,
Papeterie — Cigares de choix.

WILSON ET HYMAN.

27 Mai, 1871.

aa-ch. 1 p. m.

MEDICAL HALL.

NOUS attirons respectueusement l'attention du
public sur notre nouvelle importation de
MARCHANDISES DE GOUT qui vient d'arriver.
Elles sont d'une classe supérieure à tout ce qui a été
jusqu'aujourd'hui importé en ce pays, et ne peuvent
être surpassées pour la variété et la qualité. Les
ayant achetées dans les premiers établissements, on
peut garantir qu'elles donneront satisfaction.

Dans notre assortiment considérable se trouvent les
articles suivants :

Huile à cheveux,	Pommade,
Brosses à cheveux,	Peignes de toilette,
Brosses à dents,	Boîtes à poudre de toilette,
Brosses à ongle,	Restaurateurs de chevelure,
Savonnets,	Teintures pour cheveux,
Brosses à chaussures,	Miroirs,
Épingles à cheveux,	Savon Windsor,
Fards,	Huile,
Savon à détacher,	Teintures liquides,
Pinceaux de poil de chamois,	Galle de charpentier, Médicines brevetées,

etc., etc., etc.

Ainsi qu'un assortiment considérable
D'ÉPICERIES,

Comprenant Thé, Sucre, Café, Epices, Fruits
Conservés, Salades, Harengs de mer, Morue,
Houmous Conservés, et tout ce qui est en rapport
avec ce genre de commerce. Vendu aux plus bas
prix possible pour argent comptant ou des produits
de la campagne.

Les commandes de la ville ou de la campagne
seront promptement exécutées.

JAMES STEWART ET CIE

Winnipeg, 27 Mai 1871.

jué.

Courrier de Douane, Notaire, agent général de
terres, etc., etc.

M. Fowler espère, par l'attention avec laquelle il
s'acquittera des affaires qu'en voudra bien lui confier,
mériter le patronage du public mercantile de
Manitoba.

Winnipeg, 27 Mai, 1871.

Wm. Drever et Cie.

MAGASIN DE NOUVEAUTÉS,

HARDES, ET ÉPICERIES.

Ventes à bon marché pour de l'argent comptant.

Winnipeg, 23 Juin 1871.

CASGROVE ET LENNON.

Au Salon Rouge.

"RED SALOON."

Vins et liqueurs de choix.

12 Juin, 1871.

6-m

PERDU.

DEPUIS l'automne dernier, un étalon de couleur
noire, et portant la lettre P. avec une large cou-
ture. Ce cheval se trouvait entre la Pointe de Chénos
et la Rivière Sale.
Une généreuse récompense sera donnée à celui qui
m'en donnera des informations.

J-BTE. PERREAULT et MORIN.
Pointe de Chénos.

BOIS DE SERVICE.

REÇU et mis en vente un lot du plus beau chêne.

S'adresser à

R. PATTERSON.

M. R. Patterson achète pour de l'argent comptant
les fourures (pelt) et les peaux.

Maison de McKenney.

Winnipeg, 6 Juin, 1871.

1 m.

ROYAL ET DUBUC

Avocats et Notaires

DE LA

PROVINCE DE MANITOBA.

MM. Royal et Dubuc informent le public de
Manitoba, qu'ils tiennent leur bureau d'Avocats dans
le haut de la grande maison McDermot, à Winnipeg,
ainsi qu'à l'imprimerie du MÉTIS, à St. Boniface,
où on peut les voir tous les jours depuis neuf heures
et demie du matin jusqu'à trois heures de l'après-
midi.

MM. Royal et Dubuc se chargent de faire les actes
de vente, rachat des titres de propriété, les préparer
pour l'enregistrement, etc., etc. Ils donneront égale-
ment leur attention à toutes les affaires commerciales,
collections, etc., dont on voudra les charger.

MM. Royal et Dubuc suivront les termes des Cours
Inférieures et d'Appel dans les divers district de la
Province.

St. Boniface, 27 Mai, 1871.

Librairie Catholique du "Metis."

On trouvera au bureau du Métis
un assortiment varié de papeterie.

PAPIER A LETTRE,

ENVELOPPES,

PLUMES,

CRAYONS,

ENCRIS

LIVRES D'ÉCOLE,

OBJETS DE PIÉTÉ,

MÉDAILLES,

CHAPELETS,

CRUCIFIX,

CROIX,

IMAGES RELIGIEUSES,

ETC., ETC., ETC.

LES personnes qui ont besoin d'aucun des articles
ci-dessus énumérés sont invitées à visiter la
librairie catholique du MÉTIS, où elles auront l'oc-
casion de satisfaire pleinement leur goût.

Les prix sont modérés.

St. Boniface, près de l'ancienne résidence de
M. Killion, 27 Mai, 1871.

IMPRESSIONS! IMPRESSIONS!

On exécute à l'imprimerie du

"METIS."

Des impressions de toutes sortes telles que

BLANCS DE COUR

POUR

AVOCATS,

GREFFIERS,

NOTAIRES.

Factums,

ROLES D'EVALUATION,

Listes Alphabetiques.

BLANC DE COMPTES,

Cartes d'affaires,

Circulaires,

LETTRES FUNÉRAIRES.

CARTES

DE VISITES,

D'ADRESSES,

DE COMMERCE,

ETC., ETC.

PROGRAMMES,

AFFICHES.

LIVRES,

BROCHURES.

LA variété et le nombre de caractère que
possède l'établissement nous permettent
d'exécuter les impressions qui nous seront
confiées, de manière à satisfaire les goûts
les plus difficiles, et sous le plus court délai.

St. Boniface 27 Mai 1871.